

**LES SINISTRÉS DE 2003 RELOGÉS PAR L'ÉTAT  
REFUSENT DE PAYER LE LOYER À BOUMERDÈS**

**Qui écoutera les doléances  
de ces pères de famille ?**

*Frustrés et en colère. Les présidents d'associations des sinistrés de la wilaya de Boumerdès qui ont frappé à la porte de notre bureau le sont. Cela se décèle à leurs propos.*

Et pour cause, ils ont vainement demandé, pas moins de 5 fois, audience au wali de Boumerdès «pour lui expliquer et lever des malentendus sur nos doléances». Ils ont remis à un membre de l'APW un dossier expliquant leur problème «vite jeté aux oubliettes», s'insurgent-ils. Ils ont été longtemps ballottés par un député du FLN qui, disent-ils, leur a promis de trouver la solution «par la suite ce représentant a pris un air méprisant et nous a envoyé balader», dira l'un de nos visiteurs. Bien pire, ils nous ont relaté les péripéties qui ont conduit 6 d'entre eux, menottés, dans des cachots de la police «comme des malfrats». Ils ont simplement essayé de voir le wali.

Fort heureusement, par deux fois, le juge les a innocentés. Même la lettre envoyée au président de la République est restée lettre morte. Ce sont des sinistrés victimes du tremblement de terre de 2003. Ils ont été

attributaires de logements sociaux locatifs (LSL). Selon les responsables de ces associations, dans la seule wilaya de Boumerdès, plus de 8 000 familles sont concernées par cette prise en charge. Nos visiteurs ne nient pas que l'Etat les a aidés. Mais il y a comme une injustice dans cette formule. Anciens propriétaires ayant perdu leurs habitations lors de la catastrophe de 2003, ils sont désormais sommés de payer le loyer pour les logements attribués. A leur grand étonnement, ces loyers sont plus chers que ceux des logements sociaux. Ils refusent donc de les payer et ce, depuis 2006. Effectivement, pour un F4 ou un F3 attribué dans le cadre du programme pour les sinistrés de la commune de Boumerdès, par exemple, le prix du loyer est respectivement de 3 500 et 2900 DA (3100 et 2700 dans la commune de Boudouaou). Dans la même agglomération (Boumerdès)

et à quelques centaines de mètres de la cité réservée aux sinistrés, les bénéficiaires des logements sociaux versent 2700 DA pour un F4 et 2100 DA pour un F3 pour des logements affectés en 2003.

La différence est de taille. Ces présidents d'asso-ciation revendiquent une solution qui leur ouvre droit à la propriété. En clair, ils veulent que les pouvoirs publics leur défalquent un million de dinars sur le coût de leur logement. Ensuite, ils sont disposés à payer la différence pour en devenir les propriétaires.

Cette sollicitation émane du fait que l'Etat a aidé les sinistrés, qui en ont fait la demande de 1 million de dinars pour l'achat d'un logement ou de la construction. Les relogés se sentent quelque peu lésés par rapport à cette dernière catégorie. Pour rappel, sollicités, le chef du gouvernement et le ministère de l'Habitat ont renvoyé ces sinistrés aux décisions des autorités locales. Celles-ci peuvent donc prendre une décision qui touchera des milliers de familles. Comment ?

L'APW de Boumerdès a la latitude de délibérer, dans un cadre exceptionnel et spécifique, pour la cession de ces logements. Comme elle l'a déjà fait pour l'affectation des parcelles de terrain aux indus occupants des domaines autogérés de la wilaya de Boumerdès. Cette action visait à, à l'époque, à éliminer l'habitat précaire.

Pour sécuriser la formule contre des velléités de trafic et autres abus, l'APW pourra joindre, à la délibération, la liste des familles qui ont réellement perdu en 2003 leurs logements, en possession de la fameuse fiche rouge délivrée par le CTC. Cette liste existe au niveau de la cellule de la wilaya, de la Dlep, de l'OPGI et de l'ADL.

En second lieu, l'APW pourra délibérer également sur le dégrèvement de 1 million de dinars du coût des logements en question. Ce serait une décision qui honorerait davantage l'Etat algérien pour sa prise en charge complète de tous les sinistrés et ce, de manière égalitaire.

Abachi L.

**AFFAIRE DES 166 KG DE DROGUE SAISIS  
DANS UNE VILLA D'ES-SEDIKIA À ORAN**

**20 ans de prison requis contre  
les mis en cause**

*Ce mercredi, six personnes ont comparu devant le tribunal près le pôle spécialisé d'Oran pour répondre des chefs d'accusation d'association de malfaiteurs, faux et usage de faux, détention et commercialisation de stupéfiants et blanchiment d'argent.*

En fait, au total, ce sont 9 personnes qui sont impliquées dans cette affaire, dont trois restent toujours en fuite.

La genèse de cette affaire remonte au mois d'avril 2008. Il s'agit de la saisie d'une quantité de 166 kg de kif traité, découverts par les éléments de la police lors de la perquisition d'une villa, située à la cité d'Es-Sedikia, commune de Bir-El-Djir, celle-ci était louée par l'un des accusés, en l'occurrence B. Tahar. Selon le rapport de la police, les faits étaient établis sur la base des résultats d'investigations et des opérations de surveillance de cette villa menées des jours avant l'arrestation.

Chaque membre de ce groupe était chargé de différentes missions, répartis à travers différentes wilayas à l'exemple d'Oran, Tlemcen, ainsi que d'autres wilayas de l'est du pays. Concernant B. Abdelmalek, en fuite, il est supposé avoir été chargé de l'acheminement de la marchandise des frontières marocaines vers la ville d'Oran afin que B. Tahar prenne le relais. Ensuite ce dernier dissimule la drogue dans sa villa et prépare les véhicules chargés de la livraison de la quantité, pour l'écouler à

l'est du pays où une troisième personne, également en état de fuite, se chargera de sa distribution. Accusés de trafic de drogue, les deux frères, B. Tahar et B. Mohamed, qui habitaient à Oran, ainsi que les deux frères B. Sif Eddine et B. Fethi, leur père B. Lahsen et leur cousin C. Fethi ont réfuté les chefs d'inculpation retenus à leur encontre. Au sujet de l'accusé B. Lahsen, en liberté provisoire, il est poursuivi pour blanchiment d'argent, et c'est ainsi que ses trois villas situées à Aïn-El-Beïda, Canastel et Bab-El-Assa, ses lots de terrain et sa voiture ont été saisis par les autorités policières. Lors de la perquisition de la villa,

comme il a été mentionné dans les rapports de police, une fourgonnette a été aménagée pour dissimuler la marchandise retrouvée dans le garage.

Dans son réquisitoire, le représentant du ministère public a requis 20 ans de prison ferme pour les cinq accusés incarcérés, en plus d'une amende de 5 millions de dinars et 6 ans de prison ferme pour B. Lahsen avec une amende de six millions de centimes, en plus de la saisie de ses biens et de son immobilier.

Pour les fuyards, le procureur a demandé leur arrestation. Le verdict sera prononcé dans les prochains jours.

Ben Aziz

**Début de la première session  
criminelle**

Intervenue à quelques jours seulement après la clôture de la troisième et dernière session criminelle de l'année 2008, la première session criminelle ordinaire de l'année 2009 sera ouverte samedi 7 février.

Elle siégera à la cour du palais de la justice d'Oran. Il est prévu, à l'ordre du jour de cette session, le traitement de 47 affaires, dans lesquelles 84 mis en cause sont impliqués. Parmi les affaires programmées pour cette session figurent 8 affaires d'homicide, une

quinzaine d'affaires de vol qualifié et de tentative de vol, quelques affaires de faux et usage de faux, d'évasion fiscale, d'association de malfaiteur, de viol et d'attentat à la pudeur. Toutefois, deux affaires se démarquent par leur gravité, elles porteront sur l'importation illicite de munitions de guerre et sur l'immigration clandestine. Elles sont programmées respectivement pour le 8 et 18 février de cette année. Cette session devrait s'achever le 4 mars 2009.

B. A.

**BÉCHAR**

**La direction  
de l'hydraulique  
sous les feux de la rampe**

Mais où sont passés les services de sécurité ? La direction de l'hydraulique est devenue, depuis quelques jours, le sujet principal de toutes les discussions à travers la ville. Des révélations très graves sont étalées dans la rue et cela ne semble pas émouvoir les sensibilités. Pas moins de 18 entrepreneurs ont été choisis et chargés d'exécuter des travaux sur les berges de l'oued Béchar dans l'anonymat et sans aucun document, nous dit-on. Parmi ces «entrepreneurs», affirme une source, il y a des bouchers et des revendeurs de fruits et légumes qui ont emprunté des registres du commerce pour figurer dans la liste des heureux élus. Aussi la même source indique que des projets n'ont pas été réalisés alors que leurs enveloppes ont été encaissées. Des entrepreneurs ont avoué avoir perçu de grosses sommes d'argent, des milliards pour des projets fictifs. A croire que les caisses de l'Etat sont mises à la dispositions d'une certaine catégorie de gens privilégiés. Ils y puisent comme ils veulent et quand ils veulent. Bizarrement personne, n'a été inquiété, jusqu'à présent.

On a appris également que la réalisation de murs de protection à Beni Ounif (110 km au nord de Béchar) et Lahmar (30 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya) ont coûté plus de 20 milliards de centimes. A ce rythme, tous les Bécharis vont se métamorphoser en «entrepreneurs» !

Lies Mourad

**MILA**

**2 000 nouvelles places  
pédagogiques seront  
lancées**

Une seconde tranche de 2 000 places pédagogiques au niveau du centre universitaire de Mila sera bientôt lancée après la désignation de l'entreprise chargée de la réalisation, a indiqué mercredi le directeur du logement et des équipements publics (Dlep).

D'autres chantiers sont déjà «en cours de réalisation» pour la construction d'une résidence universitaire de 1 000 lits destinée à porter les capacités d'hébergement à 2 000 lits dans ce nouveau centre universitaire qui avait ouvert ses portes au début de l'année scolaire en cours avec une capacité de 2 000 places et qui accueille actuellement 1 100 étudiants inscrits en économie et gestion, mathématiques, langues arabe et anglaise. Le Dlep devait également indiquer que le centre universitaire de Mila vient de bénéficier, au titre du programme de l'année 2009, de l'inscription de bâtiments administratifs, d'un restaurant central et d'une bibliothèque «actuellement au stade du choix des entreprises de réalisation».

Il a rappelé qu'un réservoir d'eau de 500 m³ vient d'entrer en fonction pour satisfaire les besoins de cette infrastructure universitaire qui sera prochainement dotée d'une clôture de 6 800 mètres linéaires, en cours de réalisation. Le centre universitaire de Mila qui avait déjà bénéficié de plusieurs aménagements dans le cadre des VRD (voirie-réseaux divers) couvre une superficie de 80 hectares dans la zone de Boudjerar où il est prévu de réaliser 20 000 places pédagogiques et 10 000 lits «à moyen terme», a-t-on ajouté de même source.

APS

**MASCARA**

**Le P/APC de Aïn-Farès  
suspendu de ses fonctions**

Nous avons appris de source bien informée que le P/APC de Aïn-Farès, daïra d'El-Bordj dans la wilaya de Mascara, a fait l'objet d'une mesure de suspension. Ceci est intervenu après sa condamnation par la justice à six mois de prison avec sursis et 20 000 DA d'amende pour faux et usage de faux.

M. Medebber